

Construire le mouvement d'ensemble !

lundi 19 novembre 2007, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 19 novembre 2007).

Publié en éditorial dans la « feuille de boîte » de la LCR.

Les grévistes doivent affronter une véritable campagne politique et idéologique : annonce de la reprise du trafic et de la fin des grèves, lamentations sur la « galère des usagers ».

LA NEGOCIATION SANS MOBILISATION,

C'EST LE TERRAIN DUMEDEF ET DU GOUVERNEMENT

Face au rouleau compresseur, les grévistes tiennent bon.

Ils ne se résignent pas à travailler plus pour gagner moins !

Ils ne veulent pas du passage à 40 annuités.

Le gouvernement a considéré l'acceptation des syndicats, particulièrement de la CGT, de négocier, entreprise par entreprise, comme la fin de la mobilisation. Certains, comme la CFDT, en profitent pour appeler à la fin du mouvement.

La bonne réponse est celle des syndiqués grévistes :
« Thibault, c'est Thibault mais la CGT c'est nous, et les grévistes, c'est nous ».

L'ouverture des négociations ne peut pas mettre fin à la grève, bien au contraire. Les discussions doivent être mises sous la surveillance des grévistes : eux, et eux seuls, peuvent dire ce qui est acceptable et décider eux-mêmes de leur mouvement dans des assemblées générales souveraines.

NOTRE ARME, C'EST LA CONVERGENCE !

Nombreux sont les salariés qui comprennent que les régimes spéciaux de retraite ne sont pas un privilège, mais bien un dernier rempart contre l'allongement de la durée de cotisations et la baisse des retraites pour tous. Et, surtout, l'idée que ce serait le moment de s'y mettre, tous ensemble, gagne du terrain.

Les raisons de se mobiliser contre ce gouvernement sont nombreuses, dans tous les secteurs, pour les salariés du

public comme du privé, les étudiants, les privés d'emploi. Face à l'augmentation des prix, pour les salaires, les retraites et les minima sociaux, le minimum c'est 1500 € net et une augmentation de 300 € tout de suite. Pour les retraites, la justice et l'égalité ce n'est pas la suppression des régimes spéciaux, c'est une retraite pleine et entière à 75% du meilleur salaire avec 37,5 annuités et, dans tous les cas, à 60 ans, et 55 ans maximum pour tous les métiers pénibles. Pour défendre et étendre les services publics, il faut créer un million d'emplois, revenir sur l'ensemble des privatisations et abroger la loi d'autonomie des universités. Déjà le 20 novembre est bien plus d'une simple journée d'action des seuls fonctionnaires. Le gouvernement redoute la jonction : elle se fait dans la rue, elle doit se poursuivre et s'amplifier.

Cette journée ne doit pas rester sans lendemain, il faut, dès les prochains jours, un appel à la mobilisation interprofessionnelle. D'ores et déjà se discute et se construit la poursuite et l'extension de la grève reconductible à d'autres secteurs.

UN NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE,

POUR LES LUTTES D'AUJOURD'HUI

ET POUR REVOLUTIONNER LA SOCIETE !

Sarkozy a le pouvoir, l'UMP et l'essentiel des médias. Les patrons ont le Medef.

Et nous, qu'avons-nous d'efficace pour porter les aspirations populaires sur le terrain politique ? Qu'avons-nous comme instrument pour imposer le partage des richesses ? Le PS ne dit absolument rien sur le fond parce qu'il partage avec la droite les principaux objectifs de régression sociale. Quant aux dirigeants du PCF et des Verts, ils n'offrent pas plus de perspectives. La vraie force de Sarkozy, ce n'est pas qu'il soit partout, mais qu'une partie de la gauche ne soit nulle part. Seule, la LCR a proposé un meeting unitaire de soutien aux grévistes.

Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR, a lancé un appel à la création d'un nouveau parti anticapitaliste. Ce parti ne sera pas l'extension de la LCR. Il sera l'œuvre commune de tous ceux qui sont persuadés qu'il faut s'organiser pour faire gagner nos luttes et leur donner un débouché politique.

Partout, dans les quartiers et les entreprises, les militantes et les militants de la LCR proposent de débattre et de s'organiser, ensemble, pour construire ce nouveau parti.